



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens  
Service du développement territorial  
Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Mise en demeure à l'encontre  
de la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT  
pour les activités de transit de déchets  
qu'elle exploite sur le territoire  
de la commune de SEMEAC**

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1-I qui dispose que :

*« I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :*

*1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;*

*2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;*

*3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires. .... » ;*

Vu l'arrêté préfectoral du 06 janvier 1992 autorisant la SARL CHANFRAU à exploiter une installation de démontage de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de SEMEAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2008 délivrant l'agrément à la SARL CHANFRAU RECYCLAGE pour effectuer la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 octobre 2006 relatif à la gestion sur le site des déchets, des moyens de lutte contre l'incendie et de la pollution du sol ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 31 juillet 2007 à M. Jean MALAFOSSE, gérant de la SARL CHANFRAU RECYCLAGE sise Impasse des Bois Ouvrés sur le territoire de la commune de Séméac ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 07 juin 2012 à M. Antoine BARBES, président de la S.A.S. CHANFRAU ENVIRONNEMENT sise Impasse des Bois Ouvrés sur le territoire de la commune de Séméac ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 janvier 2013 faisant suite à la visite d'inspection du 22 octobre 2012 des installations exploitées par la S.A.S. CHANFRAU ENVIRONNEMENT à Séméac ;

Considérant que le rapport d'inspection et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ont été communiqués à l'exploitant par courrier du 31 janvier 2013 et que ce dernier n'a pas émis d'observations ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 22 octobre 2012 il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 janvier 1992 et de l'arrêté préfectoral complémentaire portant agrément du 18 juin 2008. Les non conformités portent sur :

- l'exploitation de l'activité de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques sans déclaration préalable au préfet. Cette activité n'étant pas prévue dans le dossier d'autorisation initial,
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents administratifs relatifs au fonctionnement des activités exploitées sur le site (AP, APC, APMD, justificatifs de contrôles...),
- non respect des prescriptions techniques des articles 1.3, 1.4, 2.3, 2.5, 2.6 et 2.7 annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 janvier 1992,
- non respect de la prescription technique de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire portant agrément du 18 juin 2008 ;

Considérant que les non conformités relevées sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment en terme de pollution du sol et des eaux souterraines et de dangers vis à vis des tiers pour ce qui concerne le stockage de récipients susceptibles d'exploser ;

Considérant que, en application des dispositions du paragraphe I de l'article L 514-1 du code de l'environnement susvisé, il est nécessaire de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'ensemble des obligations auxquelles il est soumis ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

La S.A.S. CHANFRAU ENVIRONNEMENT est mise en demeure, sous un délai de **trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/01/92 suivantes :

- article 1<sup>er</sup> : déposer un dossier de déclaration relatif à l'activité de transit de déchets d'équipements électriques ou électroniques et de procéder à l'enlèvement des emballages en polypropylène et à leur évacuation vers une installation dûment autorisée,
- article 2 : de tenir à disposition sur le site tous les documents administratifs liés au fonctionnement des installations classées, y compris les plans du site.

## ARTICLE 2 :

La S.A.S. CHANFRAU ENVIRONNEMENT est mise en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 janvier 1992 suivantes :

- article 1.3 : mettre en place, de façon permanente, la commande sur la vanne d'isolement située à proximité du débourbeur/déshuileur,
- article 1.4 : justifier la conformité des installations électriques qui doivent être contrôlées par un organisme tiers compétent,
- article 2.3 : ne plus accepter sur le site l'admission de déchets susceptibles de créer une explosion. Cette interdiction devra être clairement indiquée à l'entrée du site. Les récipients sous pression présents sur le site doivent être évacués vers des installations dûment autorisées à réceptionner ce type de déchet,
- article 2.5 : associer à tous les stockages de liquides inflammables ou susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux, y compris les bennes dédiées au stockage des tournures et copeaux souillés, un dispositif de rétention adapté,
- article 2.6 : prendre les dispositions nécessaires permettant d'éviter tout écoulement sur le sol de liquides susceptibles de créer une pollution. Procéder au nettoyage du sol sur la partie Nord du site,
- article 2.7 : justifier, pour le rejet des eaux pluviales par infiltration dans le milieu naturel, le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 et des valeurs limites d'émission mentionnées au présent article et à l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2008.

## ARTICLE 3 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

## ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de SEMEAC, pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire de cette commune.

## ARTICLE 5 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif sis Villa Noulibos, 50, cours Lyautey -- B.P. n° 543 - 64010 Pau Cedex.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

## ARTICLE 6 :

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,  
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,  
M. le Maire de la commune de SEMEAC,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

- pour notification, à:

- la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT

- pour information, au :

- Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes ;
- Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Tarbes, le 11 février 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Marie-Paule DEMIGUEL